

De l'Allemagne à l'Asie pacifique :

Les aspects d'une intégration économique

L'Allemagne, on le sait, est en quasi récession économique. Depuis la réunification de ses deux entités en 1990, l'Ouest n'a cessé de soutenir financièrement la « reconstruction » de l'Est, avec un budget largement supérieur à celui du Plan Marshall pour l'ensemble des pays dévastés par la seconde guerre mondiale.

Pourtant, grâce à un développement économique sans précédent dans les années d'après-guerre qui est allé en s'accroissant dans les années 1990, l'Allemagne s'est imposée dans l'esprit des peuples voisins jusqu'aux limites de l'Extrême-Orient comme un pays fort de ses compétences technologiques, un pays rigoureux, représenté à travers le monde par des firmes industrielles. Ce visage de l'Allemagne, riche mais « sociale », réunifiée et déjà implantée sur les marchés internationaux, est en train de devenir familier à bon nombre d'entrepreneurs, d'instituts de recherche et d'hommes politiques sud-est asiatiques.

Il s'agit ici de mettre en valeur les causes de ce dynamisme et l'aspect de la pénétration progressive de *la culture* allemande dans une région, l'Asie Pacifique, riche de ses différences sociales, économiques et politiques.

1. Bases historiques du dynamisme des échanges commerciaux et de technologies entre l'Allemagne et les pays d'Asie du Sud-Est et côte pacifique

Par rapport aux autres pays de l'Union Européenne, l'Allemagne a la plus forte présence sur les marchés d'exportation et en particulier sur les marchés émergents. Selon les Bureaux de développement économique, l'Asie Pacifique représente le marché à plus fort potentiel de croissance du monde. Malgré une conjoncture économique difficile qui pourrait se traduire par une croissance 0 en 2003 (voire une récession), les entreprises allemandes continuent de prospecter dans la région Asie pacifique. Le gouvernement a mis en place dans les années 90 la politique des Deux Voies ou *Zweibahnstrasse*, insistant sur l'importance des échanges entre acteurs économiques. L'objectif de cette politique est d'augmenter l'intérêt des entreprises allemandes pour les marchés asiatiques et mieux faire connaître le potentiel

allemand aux populations et entrepreneurs d'Asie. Pour ce faire, les 5 axes de développement sont les suivant :

- Améliorer la transparence et l'accès à l'information des acteurs économiques ;
- Programme d'encadrement et de suivi des entreprises au niveau du commerce international ;
- Développement des instruments financiers des PME pour le commerce international ;
- Renforcer la compétitivité des entreprises allemandes en tenant compte des risques par pays ;
- Proposer davantage de cycles de formation interuniversitaires

Ainsi, le gouvernement cherche à appréhender les pays d'Asie pacifique d'une manière plus commerciale qu'auparavant et ce, afin de conquérir de nouveaux marchés de croissance. L'effort est encore à fournir : 50% des exportations allemandes sont dirigées vers les pays de l'Union Européenne. Néanmoins, les exportations vers l'Asie pacifique ont augmenté de 3% en 2002 et représentent environ 15%¹ du total des exportations de l'Allemagne. Si la zone Asie pacifique se positionne nettement en exportateur, l'Allemagne est l'un des premiers fournisseurs d'Asie du Sud Est et renforce actuellement cette position².

Cette introduction sur l'aspect des relations économiques entre l'Allemagne et l'Asie pacifique paraît politiquement correct d'un point de vue européen et il est tout à fait envisageable de la part de la troisième puissance économique du globe d'envisager une amélioration de ses échanges commerciaux avec l'une des zones dont la croissance a été particulièrement rapide ces 10 dernières années et qui attire de nouveaux investisseurs. Historiquement parlant, l'Allemagne est arrivée beaucoup plus tard que les métropoles européennes dans la région et mises à part quelques tentatives d'incursions du chancelier Bismark en Chine à l'aube du XX^{ème} siècle et en Papouasie Nouvelle-Guinée, elle n'a pas joué un rôle fondamental dans le développement des routes maritimes entre les métropoles européennes et les côtes asiatiques. Pourtant, les chiffres du commerce extérieur parlent d'eux-mêmes : l'Allemagne arrive aujourd'hui en tête des investisseurs européens en Asie pacifique

¹ En comparaison, la France, principal client de l'Allemagne, représente 11% de ses exportations et les PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale) 8%.

² D'après l'Office Fédéral de la Statistique, seuls ses échanges avec la Chine et l'Afrique étaient déficitaires en 1995/1996. Depuis 2001, on assiste à un retournement de situation puisque les échanges avec le Monde Chinois, la Corée du Nord, les Philippines et sans doutes l'Indonésie sont excédentaires.

et sa participation dans les échanges et dans la vie quotidienne de ces pays ne cesse de s'accroître, de s'enrichir, de s'intégrer. On est bien en train d'assister à un phénomène nouveau de la part d'un pays occidental. Là où les métropoles européennes se sont imposées militairement en bouleversant les modèles d'organisation sociale et culturelle qui existaient à l'intérieurs des pays colonisés, l'Allemagne au travers de ses entreprises, de sa renommée scientifique et technique et de son soutien financier est en train de devenir un acteur incontournable sur le plan économique et du développement régional dans la zone. Quels sont donc les aspects de l'intégration de l'Allemagne en Asie Pacifique ?

2. Les transferts de technologies

En marge du maintien des relations diplomatiques avec l'ensemble des pays de l'ASEAN et du développement des échanges commerciaux, l'Allemagne a mis en place une politique en faveur de la coopération, *Entwicklungspolitischen Zusammenarbeit*, comprenant les transferts de technologies, les échanges interuniversitaires et les programmes sociaux de développement en partenariat avec des organisations locales. Cofinancés par le Ministère de l'Education et de la Recherche et celui des Affaires Etrangères, ces programmes en faveur d'une amélioration des niveaux de compétences scientifiques renforcent la présence allemande dans ces pays. L'histoire de ces relations scientifiques et culturelles remonte au début du XX^{ème} siècle, entre l'Allemagne et le **Japon**. Si à l'époque, les Allemands s'intéressaient aux sciences naturelles et médecines traditionnelles japonaises, les Japonais appréciaient de leur côté les performances techniques allemandes et essayèrent de se les approprier. Mais à partir de 1929, les conquêtes territoriales du Japon furent perçues en Europe comme une menace. L'Allemagne chercha de nouveaux débouchés en Chine pour répondre à ses visées expansionnistes et atteindre l'autosuffisance alimentaire du « peuple allemand ». Pendant l'entre-deux-guerres, le commerce de l'Allemagne avec le Japon resta excédentaire grâce au développement de *joint venture*, du système de licence, de bureaux de représentation et de filiales telle que la Deutsche Bank, crée en 1906. Dès 1900, une mini communauté allemande est installée au Japon et s'entoure d'une école et de boutiques de produits nationaux. Kundo Akira (1998), dans son étude sur les relations commerciales entre les deux pays pendant les années 20 et 30, parle d'une « attitude opportuniste et froide » entre les firmes allemandes et japonaises, préoccupées chacune de leur côté à mettre en valeur une industrie puissante et performante, tournée vers l'effort de guerre. Aujourd'hui, les relations ont pris une autre tournure : en 2005-2006, on parlera (peut-être !) de Bavière et de bretzel au pays de Doreamon,

dans le cadre de l'année de l'Allemagne au Japon, décrétée par le Premier Ministre Koizumi. En attendant, les instituts de recherche et universités des deux pays collaborent dans les domaines de la biotechnologie, de l'énergie et de la nanotechnologie. Le centre de recherche atomique de Karlsruhe (Sare) organise des séminaires au Japon, mais aussi au Pakistan. Le Japon et l'Allemagne sont respectivement en Asie et en Europe, les « leaders » de la recherche liée à la protection de l'environnement et à l'utilisation d'énergies renouvelables. A cet égard, la participation de spécialistes des deux pays aux symposiums liés à ce domaine est aujourd'hui incontournable.

L'**Indonésie** est un pays dont les relations scientifiques avec l'Allemagne ont débuté dans les années 50. Les programmes d'échanges universitaires se sont développés bilatéralement et en 2000-2001, 850 étudiants indonésiens ont reçu une bourse d'étude en Allemagne. 6070 projets liés aux domaines de l'environnement, de la gestion des ressources naturelles, des transports, de la santé, de la formation et de la gestion des banques sont actuellement en cours, principalement à Sumatra Ouest, Kalimantan Est et Java. A ces projets, participent sur place environ 4200 expatriés allemands. Le Forum Economique et Technologique germano-indonésien crée en 1996 concentre sa recherche sur le développement des infrastructures de transport. Au niveau commercial, la Chambre de commerce et d'industrie germano-indonésienne, EKONID, a organisé en février 1999 le salon Technogerma, spécialisé dans la gestion de l'environnement, qui a accueilli 500.000 visiteurs.

Le **Vietnam** a entretenu des relations particulièrement étroites avec la République Démocratique Allemande pendant la guerre froide, durant laquelle pas moins de 70000 jeunes Vietnamiens ont effectué une partie de leurs études supérieures en Allemagne de l'Est.

Parmi les pays avec lesquels la coopération scientifique est plus récente mais en plein développement, la **Chine** arrive en tête et semble répondre à toutes les espérances: non seulement les problèmes à résoudre en matière d'environnement, de développement social et technique ne manquent pas mais « le plus grand marché de la planète » est demandeur de soutien. En volume de financement et nombre de projets, la Chine est le principal bénéficiaire de l'Allemagne, qui est également le second donateur après le Japon. Rien n'est laissé de côté pour s'approprier les compétences de l'un et les débouchés de l'autre. Ainsi, en juillet 2002, les ministres de la Recherche et des Hautes Technologies des deux pays se sont rencontrés à Pékin pour la 11ème fois afin de décider d'un certain nombre de projets liés à l'agriculture biologique, les économies d'énergie, la gestion de l'eau, les infrastructures de transports et la formation professionnelle et de discuter de la libéralisation du secteur tertiaire dans le cadre de

l'entrée de la Chine dans l'OMC. L'inauguration de la ligne de train à suspension magnétique en décembre 2002 à Shanghai a été l'occasion pour les médias chinois de rappeler le décollage des relations économiques avec l'Allemagne, maîtresse d'œuvre du projet. L'ex-Premier Ministre Zhu Rongji a déclaré être « très satisfait du développement de la coopération entre la Chine et l'Allemagne depuis le début du mandat de Gerhard Schröder ». Comme un gage de l'engouement des managers chinois pour les technologies allemandes, le *China Daily* rappelle le nombre d'étudiants et professeurs chinois ayant obtenu une bourse d'étude en Allemagne depuis la fin de la Guerre Froide : 30.000. Du côté allemand, on espère renforcer la coopération diplomatique au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, où la Chine est membre permanent aux côtés des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie. Si les deux pays semblent satisfaits de l'évolution actuelle des relations bilatérales, personne n'est dupe sur la qualité des systèmes de gouvernance. D'un côté l'Allemagne condamne l'attitude négligente de la Chine par rapport aux droits de l'Homme et de l'autre, les observateurs chinois se montrent critiques sur la gestion *libérale* de l'économie par les hommes politiques allemands. En janvier 2000, un article paraissait dans *l'Asia Times* au sujet de scandales financiers et politiques secouant tant la Chine que l'Allemagne. Largement avertis des affaires passées et en cours sur la scène politique allemande, les journalistes de *l'Asia Times* citaient une phrase lourde de sens de Mr Schreiber, mis en cause dans l'affaire des « coffres noirs » de la CDU: « Comme la prostitution, la corruption fait partie de la vie »³.

Rappelant ce qui selon eux avait construit l'Allemagne contemporaine –à savoir le développement d'une économie de marché et les liens étroits entre banques et entreprises internationales– les auteurs de l'article rappelaient les problèmes de corruption inhérents au système chinois.

Singapour, interlocuteur financier exigeant au sein de l'ASEAN, a franchi un pas supplémentaire dans ses relations avec l'Allemagne en 1995 en créant la *German Singapore Institute* travaillant au rapprochement culturel et scientifique des deux pays et le *German Singapore Business Forum* servant à renforcer l'accès à l'information pour les entreprises. La fondation Carl Duisberg dispose d'une entité singapourienne depuis 1995.

Il est intéressant de constater qu'une politique de coopération dite « expérimentale » est également entreprise avec des pays dont les échanges commerciaux avec l'Allemagne restent limités en valeur. C'est le cas de la **Birmanie**. D'après les statistiques du Ministère allemand des affaires étrangères, *rien* n'est importé ni exporté de et vers la Birmanie.

³ La CDU est l'Union Démocrate Chrétienne. Parti politique majoritaire en Bavière, il est dirigé par Edmond Stoiber, ex-candidat au poste de chancelier

Pourtant, d'après une source birmane, des entreprises allemandes des secteurs du tourisme et de l'édition se sont implantées récemment dans le pays sous dictature militaire. Une association culturelle, la *Deutsches Haus Yangoon e.V.*, s'est créée en 2000 et propose des cours de langue allemande. Soucieuse de développer son intégration dans la société birmane, l'Allemagne mène des projets en partenariat avec les populations locales, à l'exemple de l'organisation humanitaire *Malteser* qui a mis en place un programme de distribution de l'eau.

L'Allemagne semble se donner les moyens d'intégrer sur le long terme les marchés des pays en voie de développement en Asie Pacifique, et ce grâce à des outils économiques, scientifiques et culturels, valorisant pour les sociétés et capables de dynamiser leur processus de développement et les échanges bilatéraux.

3. Rôle des fondations allemandes à l'international et polémiques

Acteur essentiel pour la gestion, la mise en place et le financement de projets culturels, scientifiques et éducatifs dans les pays tiers, les fondations politiques⁴ sont relativement très présentes en Asie. Intimement liées à un parti politique dont elles assurent l'engagement et la formation civique de ses nouveaux membres et sympathisants, elles contribuent à l'étranger au financement d'activités souvent culturelles et éducatives en rapport avec les idéaux du parti auquel elles sont affiliées. Rien d'étonnant alors que la Fondation *Heinrich Boll* affiliée au Parti des Verts ne soit pas présente à Singapour.

Des recherches sur les sites officiels de coopération entre l'Allemagne et les pays de la zone mettent en évidence la présence quasi-automatique d'une -et souvent de plusieurs- fondations politiques allemandes dans le cadre des relations bilatérales. La question est de savoir s'il existe réellement un lien politique entre certains partis allemands et certains partis du sud-est asiatique et si la coopération se limite à la formation civique et politique de ses membres. Il est tentant de croire que non, vu l'opacité de la gestion financière de ces fondations dont le budget au Bundestag était de 320 millions d'Euros en 1996, dépassant largement les sept millions d'Euros attribués en 1994... Lorsqu'on regarde la répartition de ces fondations dans les pays de la zone Asie pacifique, on remarque que trois pays se détachent du lot par le nombre de fondations actives sur leur territoire :

- Le Vietnam (*Fondation Friedrich Ebert* reliée aux sociaux-démocrates et la *Fondation Konrad Adenauer* reliée aux démocrates chrétiens) ;

⁴ Apparues dans les années 1960 en Allemagne, les fondations étaient reliées à un parti politique de RFA mais restaient juridiquement indépendantes

- Singapour (à celles présentes au Vietnam s'ajoute la *Fondation Hanns Seidel* reliée à la CDU) ;
- L'Indonésie (à celles présentes à Singapour s'ajoute la *Fondation Friedrich Naumann* reliée aux démocrates libres).

Il est difficile de voir une influence de la tendance politique du pays d'accueil sur la présence ou non d'une fondation dans la mesure où toutes les tendances politiques allemandes peuvent être représentées, comme en Indonésie (excepté le parti des Verts). Il semble que la dominance d'un groupe politique ne soit pas un critère déterminant dans l'implantation d'une fondation. Le cas du Japon est révélateur. Les fondations allemandes présentes au Japon se limitent aux fondations universitaires en faveur des échanges de jeunes. Du fait d'un dialogue déjà largement institutionnalisé entre les gouvernements des deux pays et de rencontres bilatérales annuelles entre ministres, il n'est pas besoin de représenter un parti ou d'encourager une tendance politique quelconque, le Japon étant démocratiquement stable depuis longtemps.

A partir de ces remarques, qu'est ce qui peut inciter ou non une fondation à s'impliquer dans la vie sociale et politique d'un pays d'Asie du Sud Est ? Plusieurs critères se dégagent :

- Les intérêts économiques d'une firme allemande dans un pays asiatique, étroitement liée à un parti politique vont encourager la présence dans ce même pays de la fondation associée à ce parti (exemple de l'Indonésie) ;
- Un pays nouvellement démocratisé demande à recevoir un soutien financier par le biais d'une fondation politique de même tendance (exemple du Vietnam). Les groupes d'émigrés du pays demandeur en Allemagne peuvent influencer sur la prise de décision ;
- Si le pays offre peu de garantie de stabilité et est peu développé économiquement, les fondations politiques n'ont pas d'intérêt à s'y implanter, laissant le champ libre à des organisations non-gouvernementales (exemple de la Birmanie) ;
- Paradoxalement, si le pays entretient des relations étroites avec le gouvernement et son chef d'Etat ou de gouvernement, le rôle des fondations diminue (c'est le cas du Japon) ;

- Si le pouvoir est particulièrement centralisé dans un pays, les fondations politiques auront des difficultés à s'y implanter (exemple de la Chine).

La Birmanie est un cas un peu particulier. En octobre 2002, deux délégués du Bundestag des partis de la CDU et des Verts ont rencontré Aung San Suu Kyi à la suite de sa libération quelques mois plus tôt. La question d'une quelconque coopération entre les deux pays a été posée et le Prix Nobel de la paix a déclaré être favorable à l'établissement de fondations politiques allemandes en Birmanie afin de soutenir des projets sociaux et sanitaires, notamment dans la lutte contre l'épidémie du SIDA. Ainsi, d'un point de vue birman, les avantages d'une coopération avec des organisations soutenues financièrement par des fondations sont reconnus.

On peut donc dire que plus les échanges sont développés avec un pays, plus le risque (ou la chance) d'implantation de fondations politiques est fort. Le commerce est un moteur dans le développement des relations de type culturel et social et on peut imaginer un lien probable entre des sociétés commerciales soutenues par un parti politique et les activités entreprises par la fondation du parti dans le pays d'établissement. En effet, à la fin des années 90, la compagnie nationale allemande d'aéronautique, Deutsche Airbus GmbH, a été mise en examen à la suite de ventes d'avions aux compagnies aériennes canadienne et thaï (*Thai Airways*). Le parti politique CDU aurait bénéficié de commission lors des transactions. Or, la fondation Hanns Seidel, reliée au parti de la CDU et présidée par Alfred Bayer, est active en Thaïlande sous forme de projets sociaux et éducatifs.

Autre exemple, toujours dans le secteur de l'aviation, Jusuf Habibie, successeur de Suharto à la présidence de l'Indonésie après les événements de 1998, a obtenu une bourse d'études supérieures en Allemagne dans les années 1960. Son curriculum est révélateur : arrivé en 1960 à l'Institut de Technologie d'Aix la Chapelle (Aachen), il obtient en 1965 son doctorat et travaille dans le département Recherche et Développement chez *Messerschmittbölkow – Blohm* (MBB) à Hambourg en tant que chercheur « spécial ». Il prend la tête de ce département l'année suivante avant de devenir vice-président du secteur des technologies d'application de MBB. En 1978, Suharto le rappelle pour diriger l'agence indonésienne du pétrole. Cherchant à créer une élite commerciale Bumiputri (les indonésiens dit de souche), Habibie convainc Suharto de l'aider à construire une industrie dans le secteur de l'aviation, capable de conquérir les marchés asiatiques et de rivaliser avec les constructeurs occidentaux. A partir de ses connections en Allemagne, Habibie sous-traite des entreprises étrangères et fournit en

particulier des hélicoptères à MBB. L'usine se développe et emploie bientôt 20.000 salariés. Habibie envisage même dans les années 1990 de racheter l'ancienne flotte est-allemande. La construction d'un modèle d'avion entièrement national, le N250, va mettre sérieusement l'industrie aéronautique indonésienne en difficulté. Les ventes sont insuffisantes pour rentabiliser les investissements. Et lorsque la crise financière éclate en 1997, le Fond monétaire international demande au gouvernement de dissoudre les entreprises insolvables. Privé de financement public, Habibie met un terme à son industrie aéronautique. L'arrêt des activités de cette industrie nationale a mis en péril tout le secteur de l'aéronautique indonésien. Un rapport de la Deutsche Bank publié en février 2000 révélait que la compagnie aérienne indonésienne Garuda, créée en 1947, était endettée à hauteur de 900 millions d'euros auprès d'entreprises allemandes. Adulgami, président de Garuda, déclarait que la compagnie aurait besoin de 35 ans pour rembourser ses dettes. Du côté allemand, l'implication des hommes politiques dans la gestion de l'entreprise *Messerschmittbölkow – Blohm* a semble-t-il favorisé les échanges commerciaux avec la firme d'Habibie. Le Land de Bavière détenait en 1985 (soit 4 ans avant la fin du groupe) 23,6 % du capital de MBB et le Land de Hambourg, 18,2 %. Deux sénateurs sociaux-démocrates représentaient alors Hambourg au Conseil d'Administration de MBB. On peut supposer qu'Habibie, de tendance socialiste aussi, a su lier des relations étroites avec le Sénat de Hambourg et appuyer un certain nombre de contrats de ventes et d'achat. Entre 1978 et 1985, six avions militaires Airbus « Transall », fabriqués par MBB, sont livrés à l'Indonésie alors que l'Allemagne délocalise sa production d'hélicoptères à Bandung.

La commission anti-corruption allemande a publié en 2000 la liste des dix plus grosses donations faites à des partis politiques en 1998. La CDU dirigée par Edmond Stoiber était le principal bénéficiaire. Parmi les donateurs, on retrouve des corporations industrielles, telles que l'Association bavaroise des industries métallurgiques et électroniques, l'Association des industries chimiques de Frankfort ou encore l'Association des industries métallurgiques de Stuttgart, largement impliquées sur les marchés asiatiques. Elles conseillent les entreprises de leur secteur sur les opportunités à l'international. En juin 2002, l'Association des industries chimiques de Frankfort a organisé un colloque consacré, entre autre, à la croissance des marchés asiatiques. La Bavière est de plus le siège des principales multinationales industrielles du pays (Siemens, Bayer, Triaton, etc).

PAYS DE DESTINATION / DE PROVENANCE DES BIENS	VALEURS DES ECHANGES 1996 / 2002				PRODUITS EXPORTES VERS L'ASIE (entreprises allemandes exportatrices)	VALEUR DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ALLEMANDS en 2001 (rang)
JAPON	13000	27000	13000	22500		2500 (2 ^{ème})
<u>Asie du Sud Est insulaire :</u> INDONESIE MALAYSIA SINGAPOUR PHILIPPINES	2160	110 2400	90 2500 7043 1370	3400 7257 1130	Matériel de construction, machines (Beiersdorf, Daimler), produits chimiques et pharmaceutiques (Bayer) Composants électroniques, machines, quincailleries Machines outils, produits chimiques et du pétrole Infrastructures électriques, outils de télécommunication, produits chimiques et machines	48 (8 ^{ème}) (5 ^{ème}) 2700
<u>Asie du Sud Est péninsulaire :</u> BIRMANIE THAILANDE LAOS CAMBODGE VIETNAM	— 1500	— 2300	— 2200 5 9 430	— 2500 20 170 1200	Machines-outils (Siemens, Danzas), produits chimiques (Siemens, ABB, Reemtsma, Danzas) Machines, matériel optique et d'éclairage, produits pharmaceutiques	(2 ^{ème}) 350 19,5
<u>Monde chinois:</u> CHINE TAIWAN HONG KONG	5500 }8000	9000 }5500	12100	9600	Matériel de transport, produits chimiques (Bayer), produits électroniques	1300 (4 ^{ème})
COREE DU SUD	4000	2500				

TABLEAU DES EXPORTATIONS / IMPORTATIONS DE L'ALLEMAGNE AVEC LES PAYS D'ASIE DU SUD EST ET DU PACIFIQUE.

Les chiffres sont en millions d'Euros.

Les colonnes vertes correspondent aux exportations allemandes ; celles en rose, aux importations.

Remarques : Les données de ce tableau sont incomplètes du fait de l'éparpillement des sources. Si le ministère des affaires étrangères allemand donne le montant global des échanges, il ne différencie pas toujours les importations des exportations. C'est le cas de Singapour. De plus, le chiffre des exportations allemandes vers les philippines ne correspondent pas avec ceux du Ministère du commerce philippin (735 millions€ contre 1370 millions indiqués dans le tableau).

BIBLIOGRAPHIE

- **Monographies**

AKIRA, Kundo. *Japanese – German business relations: cooperation and rivalry in the inter-war period*. Routledge, 1998.

- **Sources officielles ou indépendantes**

Ministère allemand des affaires étrangères www.auswaertiges-amt.de

Association allemande des Organisations du Sud-Est asiatique www.oav.de

Site consacré à l'organisation des institutions politiques et spécialisé sur l'Europe www.aceproject.org/main/francais/

- **Sources presse**

Thai post, Bangkok post, Journalist Forum in Southeast Asia, Courrier International